

Contribution orale de Anne Lassman-Trappier, Associations du Mont-Blanc

Débat Public

« la politique des transports dans la vallée du Rhone et l'Arc Languedocien »
Réunion publique du 18 mai 2006 à Lyon

Je voudrais m'adresser à l'Etat. Nous avons une vision très critique de la politique des transports actuelle, qui depuis 3 décennies est celle du tout-routier. Malgré les promesses faites par les politiques de tous bords, malgré les discours en faveur du développement durable et du transfert vers le rail, nous constatons une seule chose dans les faits : l'augmentation du trafic routier, des nuisances et de la pollution, partout en France et particulièrement en Haute-Savoie.

Plutôt que de justifier sa politique des transports, dictée nous le savons tous, par le lobby routier, l'Etat devrait imaginer une politique des transports qui respecte les citoyens et l'environnement.

La réouverture du tunnel du Mont-Blanc, loin d'avoir apporté le développement économique promis, a engendré une accélération des délocalisations. Le bassin de Cluses, qui était dans les années 1980 le berceau de l'industrie du décolletage mondial (la fabrication de pièces détachées) est aujourd'hui une plate-forme de distribution, où les pièces, fabriquées en majorité en Europe de l'Est, sont réceptionnées, puis réexpédiées partout dans le monde.

La fréquentation touristique dans la vallée de Chamonix est en baisse significative depuis le retour, en nombre toujours croissant, des poids lourds sous le Mont-Blanc.

Ces derniers mois encore, l'actualité transport a démontré que l'Etat continue à penser qu'une campagne de désinformation suffit à convaincre l'opinion publique.

Détrompez-vous ! Les citoyens sont des gens de mieux en mieux informés, qui n'ont plus confiance en leurs autorités et qui se tournent vers le réseau associatif pour obtenir des informations fiables.

- Nous ne sommes pas dupes lorsque vous annoncez la construction d'une galerie de sécurité de 8m de large au Fréjus, alors que 4 à 5m suffiraient. Nous savons que c'est le doublement routier de ce tunnel que vous prévoyez, sous le couvert de la sécurité.
- Nous ne sommes pas dupes lorsque vous organisez un débat public sur la liaison Grenoble – Sisteron, pour ne retenir que la solution autoroutière. Vous n'avez jamais eu l'intention de tenir compte de l'avis du débat public. Pour preuve : lors de la signature de la convention alpine en juillet 2005, vous aviez déjà prévu des dérogations pour la construction de l'A51.
- Nous ne sommes pas dupes quand vous dites que les consommateurs n'accepteraient pas une hausse des prix engendrée par la redevance poids lourds. Des sondages indépendants prouvent le contraire. 74% des français considèrent même que la protection de l'environnement doit être une priorité sur la compétitivité économique.
- Nous ne sommes pas dupes quand vous affirmez que le transport routier est un secteur créateur d'emplois en France. Nous allons à la rencontre des chauffeurs chaque semaine et nous constatons, sur le terrain, qu'ils sont de plus en plus nombreux à venir de très loin, pour travailler pour nos transporteurs nationaux, dans des conditions dégradantes et souvent illégales.

Si l'Etat souhaite que les français reprennent confiance en leurs dirigeants, il faut que l'opinion des citoyens, ainsi que l'intérêt général, soient au cœur de la politique des transports. Il faut, dans un premier temps, porter un coup d'arrêt au développement routier et aux subventions accordées à ce secteur, afin de rétablir une concurrence plus

saine entre les différents modes de transports.